

Ordonné prêtre dans l'Église catholique en 1979, j'ai vécu durant mes années de séminaire les débats qui opposaient alors les courants conciliaires et conservateurs. L'élection du pape Jean-Paul II en 1978 n'a fait que renforcer ces clivages qui ont abouti aux divisions actuelles. Lesquelles amènent à s'interroger sur l'avenir de cette Église (cf. l'ouvrage de Yann Raison du Cleuziou, *Qui sont les cathos aujourd'hui ?*).

Dès la fin de mes études, j'ai mesuré combien il était déjà impossible « humainement » pour un évêque de tenir l'unité de son diocèse entre des courants opposés qui « s'excommuniaient mutuellement ». Sans compter les dénonciations à Rome (on peut penser à Guy-Marie Riobé ou Jacques Gaillot et tant d'autres).

Ce qui m'a amené à prendre conscience de l'importance majeure de la structure synodale pour conjurer ces fractures avant qu'elles ne deviennent insurmontables. J'ai alors rejoint l'Église vieille-catholique, un courant catholique minoritaire, quasiment inconnu en France. Pour ne pas rester dans une protestation seulement individuelle.

L'Église vieille-catholique

L'Église vieille-catholique est née du refus des dogmes de la primauté et de l'infaillibilité du pape proclamés par le concile de Vatican I en 1870. Ces catholiques se voyaient comme un mouvement de réforme à la suite de Doellinger. Ils prônaient le retour à l'Église ancienne

ÉGLISE CATHOLIQUE. Ce lecteur de *Réforme* réagit au dossier sur l'avenir du catholicisme en France (n° 3785). Prêtre, il s'est marié et a exercé dans une paroisse vieille-catholique, en Suisse.

« Rejetons ensemble le défaitisme ambiant et le repli sur soi »

(d'où leur nom de « vieux-catholique » qui ne veut dire ni intégriste ni traditionaliste) pour surmonter les divisions qui ont fracturé l'Église du Christ en de multiples confessions. Ces Églises ont introduit alors de nombreuses réformes. Elles sont aujourd'hui en pleine communion avec les Églises anglicanes, l'Église luthérienne de Suède, l'Église indépendante des Philippines, etc.

Avec les Églises protestantes, les relations ont toujours été cordiales même si les vieux-catholiques restent attachés à une démarche de tradition « catholique » sur le plan liturgique et sacramentaire. En Suisse, les étudiants en théologie sont formés à la faculté de théologie de l'université de Berne qui possède deux instituts, l'un réformé et l'autre catholique-chrétien. Certains cours sont communs. Sur le plan éthique, les positions sont souvent proches du fait de la culture synodale qui nous est commune. Per-

Jean-Claude Mokry
prêtre retraité de l'Église vieille catholique, abonné à *Réforme*

« Je mesure combien le catholicisme que j'ai connu s'est aujourd'hui dévitalisé »

sonnellement je n'aurais eu aucun mal à trouver ma place dans une Église protestante. Ce qui d'ailleurs a été le cas lorsque nous habitons en Alsace et à Lyon.

Pendant 25 ans, j'ai été curé de deux petites paroisses à Genève où cette Église se nomme « catholique-chrétienne ».

J'y ai exercé un ministère comme prêtre marié et père de famille et j'ai surtout vécu une autre manière d'être catholique, probablement plus ouverte aux questions sociétales, moins clérical, impliquant des laïques à tous les postes de responsabilités dans l'Église,

permettant aux femmes d'être ordonnées prêtres, accueillante aux couples de même sexe, et aussi très impliquée dans l'œcuménisme et l'interreligieux, etc.

Certes, j'aurais pu devenir protestant. Mais l'essentiel pour moi n'est pas de revendiquer une confession comme un « étendard » pour cultiver un particularisme, mais bien de vivre de l'Évangile, qui implique d'être en lien avec d'autres chrétiens, dans un monde souvent indifférent aux standards ecclésiaux.

Aujourd'hui retraité avec mon épouse dans l'Ain, je mesure visiblement combien le catholicisme que j'ai connu s'est aujourd'hui dévitalisé. Je perçois le chantier qu'il s'agirait de réaliser « œcuméniquement » pour (re)construire des communautés positives et ouvertes, en rejetant le défaitisme ambiant et le repli sur soi, sans contribuer davantage à la déchristianisation. Comme le souligne fort bien votre dossier, cela impliquerait d'abord la reconnaissance du droit de parole de tous (remarque de circonstance dans le contexte des gilets jaunes où tout le monde revendique ce droit).

Mais faut-il encore que les Églises deviennent des lieux ouverts de débats, avec une parole libre, sans posture idéologique. Peut-être faudrait-il aussi que les chrétiens se rassemblent -prophétiquement, au-delà des étiquettes confessionnelles pour envisager un avenir en commun, en mutualisant des projets, loin de tout esprit identitaire, pour le service de tous, avec le souci premier des personnes. C'est ce que le mouvement vieux-catholique s'efforce de réaliser en Europe, et plus modestement en France et en Belgique (cf. le site www.mivica.org). ■

GILETS JAUNES. L'auteur répond ici à des lecteurs de *Réforme*, publiés dans les dernières pages « courrier ».

La violence originelle, une violence sociale et politique

Je ne souhaitais pas m'exprimer sur les gilets jaunes dans *Réforme* mais le courrier des lecteurs du 17 janvier m'a poussé à réagir.

Au début du mouvement j'étais très dubitatif, très attentiste. Pourquoi réagir pour le prix du carburant alors que, lorsqu'il s'agit de défendre le droit du travail, ou les droits de l'homme, lutter contre le réchauffement climatique, les mêmes gilets jaunes ne semblaient guère impliqués ? Au début je m'arrêtais aux ronds-points où étaient postés des gilets jaunes, pour discuter. Je n'ai jamais été bloqué ni violenté. Puis je me suis rapproché du mouvement.

Dans ma petite ville de province, dans mon département très rural, plusieurs groupes s'organisent, proposent et participent à des actions sans violence ni débordement depuis 10 semaines. Les personnes discutent avec les maires locaux, ouvrent des discussions élargies. La grande majorité se pose beaucoup de questions sur l'avenir de nos enfants, dans une planète détruite et une société de plus en plus totalisante.

Si en cours de manifestations des provocateurs, casseurs ou autres essayent de s'infiltrer, ils sont mis à l'écart par les gilets jaunes qui se veulent et sont pacifiques. Parce que déterminés. Les

gilets jaunes refusent d'être représentés. Je comprends que cela puisse faire peur. Mais il faut entendre que c'est une lame de fond, qui vient de très loin. Je viens de retrouver un livre de Daniel Carton de 2005, *S'ils savaient à Paris*, qui déjà m'avait interpellé. N'oublions pas le rapport que le député Jean Lassalle a remis aux plus hautes autorités de l'État le 22 avril 2014 après sa marche de 5 000 km à travers la France, qui a duré 8 mois.

Il n'a de cesse, depuis cinq ans, de répéter que la France est dans une situation révolutionnaire et qu'il souhaite que pour la première fois cette révolution ne se paye pas de larmes et de sang. Dire que les gilets jaunes sont en train de démolir l'économie de notre pays n'est étayé par aucune étude. Par contre, que notre économie capitaliste,

Bruno Martin
professeur des écoles, abonné à *Réforme*

qui ne repose plus que sur la pléonexie d'une infime minorité de personnes, engendre de la souffrance et de la violence est une réalité vérifiée chaque jour sur l'ensemble de notre planète.

Ce mouvement est non-violent. Comme les forces de l'ordre sont non-violentes. Ce qui n'a pas empêché un gendarme de m'asperger de gaz lacrymogène à bout portant, sans que je ne mette qui que ce soit en danger : j'étais en train de filmer. Je n'ai pas répondu à la provocation. Mais cela m'a réellement mis en colère.

La violence originelle, on en parle rarement sur les ondes, peut-être parce qu'elle touche moins émotionnellement que d'autres. C'est une violence sociale et politique. Le cardinal Helder Camara l'a fort bien décrite. Bien sûr, nous ne ver-

rons jamais en boucle sur les chaînes d'info des personnes qui apprennent leur licenciement, qui se retrouvent à la rue, mises dehors en notre nom, par la loi française et bien d'autres violences sociales. La dette, elle, existe, certes. Mais elle est utilisée politiquement et n'est pas combattue. Emmanuel Macron connaît parfaitement les rouages de l'endettement public. Le constat de son action montre une politique de destruction du contrat social née du programme du Conseil national de la Résistance.

Mon opinion est que l'origine de la violence qui fait peur vient de ce choix politique, de ceux qui gouvernent nos représentants à qui nous croyons avoir confié l'autorité.

Ce n'est pas du complotisme. Ce sont des faits établis depuis plusieurs décennies par des chercheurs libéraux américains, notamment dans *Comprendre le pouvoir* de Noam Chomsky. Je n'ai pas encore fait la part des choses : de qui, de quoi ceux qui devraient être garants de notre contrat républicain sont-ils le plus esclaves ? Est-ce de la technique ou du club des pléonexistes ?

Ce que j'ai compris en lisant Jacques Ellul, c'est que ces deux entités liées l'une à l'autre engendrent l'asservissement de la personne humaine. ■